

CONJONCTURE ECONOMIQUE

4^e trimestre 2021 et 1^e trimestre 2022

Après deux années de crise sanitaire conjuguée à une crise politique qui a amplifié les incertitudes et l'attentisme chez les opérateurs, l'économie tunisienne se trouve fortement affaiblie avec une croissance molle et insuffisante pour résorber le chômage et rétablir les équilibres macroéconomiques, une inflation qui s'accélère, un investissement déprimé et un déficit budgétaire élevé avec de grandes difficultés pour mobiliser les ressources de financement requises notamment extérieures.

Sur le plan international, la situation serait marquée par les retombées de la guerre russo-ukrainienne sur l'activité mondiale, les chaînes d'approvisionnement et les prix internationaux des matières premières et des produits alimentaires de base.

Ces développements sont susceptibles d'impacter fortement, l'inflation, de creuser le déficit budgétaire et susciter des besoins additionnels importants en matière de financement pour la Tunisie.

Les données quantitatives et qualitatives disponibles pour les trois premiers mois de 2022, font ressortir notamment l'accentuation des pressions sur l'inflation et la balance commerciale, une évolution mitigée quant à la croissance et à l'investissement et un maintien des pressions sur le marché de l'emploi et sur les finances publiques ainsi qu'une nouvelle dégradation de la cotation de la Tunisie par les agences internationales hypothéquant toute possibilité de mobilisation de capitaux sur les marchés financiers internationaux à des conditions soutenables.

Les développements qui suivent explicitent au niveau des principaux indicateurs macroéconomiques ces appréciations et les risques qui planent pour le reste de l'année 2022 sur l'économie tunisienne en relation avec les effets de la guerre en Ukraine.

1. La production ne retrouve pas encore les niveaux d'avant la pandémie du Covid 19

Après la chute enregistrée en 2020 suite au Covid 19, la croissance du PIB connaît en 2021 un rebond modeste « estimé » à 3.1% puisque le niveau du PIB réel au quatrième trimestre 2021 est de 4,6 points de pourcentage plus bas que celui du 4^e trimestre de 2019 – Ainsi, la dynamique de rattrapage et la récupération de l'activité dans certains secteurs s'avère donc relativement lente et pourrait s'étaler dans le temps.

Il est à signaler que ce rebond de la croissance est faible comparé à beaucoup d'autres pays. Les économies avancées ont enregistré une croissance de 5 % en 2021. Pour les économies émergentes et en développement leur croissance a rebondi pour atteindre 6,3% en 2021, et la croissance pour le Maroc est estimée à 6.3 % (selon le FMI).

Pour le premier trimestre 2022, le PIB réel de la Tunisie, a affiché une croissance de 2,4% en glissement annuel, contre une baisse de 1.8% durant le premier trimestre de 2021 prenant appui sur l'agriculture et la pêche (3,3 % sur une base annuelle), le secteur du textile et de l'habillement (+ 10,8%), et les industries agricoles et alimentaires (+ 9,6%), et le secteur des industries mécaniques et électriques (+ 4,1%), ainsi que sur un bon départ du tourisme avec une augmentation des

recettes touristiques de 48.2% au 10 avril et une hausse de 128% du nombre de touristes au 20 avril 2022

En revanche, la valeur ajoutée du secteur des industries non manufacturières s'est contractée, en raison d'une baisse de la production du secteur de l'extraction du pétrole et du gaz naturel de 9,5% et de la construction de 12,2%.

La production nationale de pétrole brut s'est située à 437 000 tonnes à fin mars 2022 enregistrant ainsi une baisse de 11% par rapport à fin mars 2021. L'apport de Halk el Manzel et de Sidi Marzoug qui viennent d'entrer en production en 2021 reste insuffisant pour compenser la baisse de la production enregistrée dans plusieurs champs à savoir : Baraka (-68%), Nawara (-47%), Hasdrubal (-30%), Ashtart (-12%), El borma (-7%) et M.L.D (-12%). D'autres champs ont enregistré, par contre, une amélioration de production à savoir Gherib (+670%) et Franig/Bag/Tarfa (+8).

Pour les services, la valeur ajoutée du secteur hôtellerie, café et restaurant a augmenté de 11.2% et celle du secteur du transport a augmenté de 8.6 %

La guerre en Ukraine a déclenché une grave crise humanitaire et d'importants dommages économiques provoquant, d'après le rapport du FMI intitulé « La guerre ralentit la reprise », un ralentissement significatif de la croissance mondiale en 2022 et un regain de l'inflation.

La croissance mondiale devrait ralentir, passant d'environ 6,1 % en 2021 à 3,6 % en 2022 et 2023. Cela représente respectivement 0,8 et 0,2 points de pourcentage de moins pour 2022 et 2023 que prévu en janvier.

Pour la Tunisie, Le Fonds Monétaire International s'attend à ce que la croissance économique de la Tunisie se ramène à 2,2 % en 2022-contre 2.6% prévue par le Budget économique.

2. Le marché de l'emploi : le taux de chômage se stabilise après le pic du 3^e trimestre 2021

Le taux de chômage, selon des données provisoires, s'est stabilisé à 16,1% au 1er trimestre 2022, en baisse de 2,2% par rapport au 3e trimestre de 2021 (18.4%).

Le taux de chômage selon le sexe a augmenté de 0,2 point de pourcentage chez les hommes, tandis qu'il a diminué de 0,4 point de pourcentage chez les femmes, atteignant respectivement 14,1 % et 20,9 %, .

Le taux de chômage des 15-24 ans a baissé au 1er trimestre 2022, atteignant 38,5% (contre 40% au 4e trimestre 2021). Il était de 39,8% pour les hommes et de 36% pour les femmes un an auparavant.

Les chiffres du 1er trimestre montrent que la population active s'élevait à 4 046 400 contre 4 160 300 au 4e trimestre de l'année dernière, soit une baisse représentant 113 900 personnes. Par conséquent, le taux d'activité a chuté pour atteindre 45,6% au 1er trimestre de 2022, en baisse de 1,4 point de pourcentage par rapport au 4e trimestre de 2021.

La population active s'élève à 2 814 600 hommes et 1 232 400 femmes et le taux de participation des hommes au marché du travail est de 64,8%, contre 27,2% pour les femmes.

3. L'investissement, continue à se situer suivant un faible palier

Après avoir baissé de 28.7% en 2020, l'investissement augmente de 2.7% aux prix constants en 2021 contre 5 % prévus initialement. Le taux d'investissement s'élève ainsi à 15.1 % du PIB contre 19.5% en 2019.

Pour l'année 2022, le budget économique prévoit une progression de 4.9 % aux prix constants ce qui porte le taux d'investissement à 15.4% du PIB encore très loin du taux de 2019.

Pour le premier trimestre 2022, les importations de biens d'équipement, importante composante de l'investissement, augmentent certes de 9.4% aux prix courants (une augmentation plus faible que l'investissement si l'on tient compte de la hausse des prix) mais les autres indicateurs ne montrent pas une nette amélioration pour anticiper une nouvelle dynamique de l'investissement dans le futur.

Les intentions d'investissement dans l'industrie et les services, qui donnent une indication significative sur la dynamique d'investissement augmentent de 2.5% aux prix courants, malgré l'augmentation de 67.6% dans les services.

Intentions en MDT	1 ^e trimestre 2021	1 ^e trimestre 2022	variations
Industrie	724	619	-14.5 %
Services	189	317	67.6%
Total	913	936	2.5%

La baisse des déclarations dans l'industrie a pour origine principalement l'industrie mécanique et électrique (-23.5%), l'industrie des matériaux de construction et de la céramique (-57.1%) et l'industrie chimique (-85.1%).

Il est à noter que 66% des investissements déclarés durant les trois premiers mois de l'année 2022 sont dans le cadre des projets d'extension et de renouvellement de matériel. Les investissements déclarés dans le cadre des projets de création durant les trois premiers mois de l'année 2022, enregistrent une baisse de 26.0%.

Les investissements directs étrangers, un autre indicateur important de la perception du climat d'investissement, ont augmenté de 73% au cours du 1^e trimestre 2022 contre une régression de 18% en 2020 et de 2% en 2019.

Comme pour les intentions d'investissement, la répartition sectorielle des IDE montre une hausse remarquable de la valeur des investissements dans le secteur des services à 271,7MD à fin mars 2022, contre 38,3 MD en 2021, enregistrant ainsi une hausse de 610 %.

Quant aux investissements dans le secteur énergétique, ils se sont inscrits en baisse de 4%, à 137,8 MD à la fin du premier trimestre 2022 contre 143,6 MD, durant la même période de l'année dernière.

Dans le cadre des efforts pour relancer la croissance et stimuler l'investissement, le Gouvernement a annoncé la décision de mettre en œuvre des mesures basées sur quatre principaux axes, dont le renforcement de la liquidité, la facilité de l'accès des entreprises au financement, la redynamisation des investissements et l'amélioration du cadre légal et réglementaire du climat des affaires, outre la simplification des procédures de promotion des exportations.

Cela se traduit par la régularisation des sommes dues de l'Etat envers les entreprises, en accordant la priorité au secteur des travaux publics, le lancement d'une ligne de financement extérieur d'une valeur de 50 millions de dollars, pour le refinancement des PME fragilisées par la crise du Covid-19

n'ayant pas bénéficié de l'appui nécessaire, le rééchelonnement des crédits des unités touristiques pour une durée d'un an, etc. Le tout dans l'objectif de redynamiser les circuits économiques avec, pour objectif avec un effet d'entraînement sur les autres secteurs.

4. L'inflation : la tendance haussière observée en 2021 se confirme et risque de s'accroître

Au mois de mars 2022, l'inflation confirme sa tendance haussière en augmentant à 7,2% après 7% en février et 6,7% en janvier. Cette progression est expliquée essentiellement par l'accélération du rythme des hausses des prix des boissons alcoolisées et tabac (21% contre 19,4% en février) ainsi que des prix du groupe des articles d'habillement et des chaussures (9,8% contre 8,9%) et des prix du groupe des meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer (6,1% contre 5,7%).

Le taux d'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) augmente à 6,8% après 6,6% le mois précédent. Les prix des produits libres augmentent de 7,4%. Les prix des produits encadrés augmentent quant à eux de 6,6%. Les produits alimentaires libres ont connu une hausse de 9,7% contre 3,6% pour les produits alimentaires à prix encadrés.

Cette tendance haussière est induite par certains facteurs extérieurs dont notamment l'augmentation de la demande dans les marchés internationaux surtout après la crise sanitaire, à l'origine de l'envolée des prix des matières premières, ainsi que l'augmentation des coûts de transport maritime.

Cette crise s'est creusée davantage avec la guerre en Ukraine. Les cours du pétrole se sont emballés au rythme de « l'opération militaire spéciale » de la Russie en l'Ukraine. Le prix du Brent a atteint 101.4 \$ par baril fin mars 2022 contre 60.9 \$ fin mars 2021. Les prix du blé ont également explosé en raison du poids de la Russie et de l'Ukraine dans la production mondiale de blé (30% environ).

D'où d'importantes pressions sur l'inflation des prix à la consommation dont le niveau pourrait dépasser les 8% pour l'année 2022

A l'échelle mondiale les hausses des prix des matières premières induites par la guerre et l'élargissement des pressions sur les prix ont conduit à des projections d'inflation de 5,7 % dans les économies avancées, et l'inflation dans les économies émergentes et en développement se situera à 8,7 % pour 2022, soit 1,8 et 2,8 points de pourcentage de plus que prévu en janvier (rapport du FMI).

Au début de l'année 2022, les pressions inflationnistes persistent aussi bien dans les économies avancées que celles émergentes. Ainsi, depuis avril 2021, les taux d'inflation en termes de glissement annuel ont dépassé le seuil de 2,0%. Ces taux ont atteint des niveaux record en février 2022. L'inflation a poursuivi sa montée aux Etats-Unis passant de 7,5% en janvier 2022 à 7,9% en février 2022 et a atteint 3,6% contre 2,9% en France. Une accélération a été plus marquée en Turquie de 54,4% contre 48,7%. Dans la zone Euro, l'inflation persiste au mois de février 2022 au sommet de 5,0%.

5. Les échanges commerciaux amorcent, après une année de contraction, une relance encourageante

Durant le premier trimestre 2022, les exportations ont enregistré une hausse de 26,2% contre +6,2% durant le premier trimestre 2021.

De même, les importations ont enregistré une hausse de 29,2% contre 1,5% durant le premier trimestre 2021.

A la suite de cette évolution le solde commercial s'établit à un niveau de -4303,8 MD contre -3069,3 MD durant le premier trimestre 2021. Le taux de couverture baisse de 1,8 point par rapport au premier trimestre 2021 comme le montre le tableau suivant

1er trimestre en MDT	Variations				
	2020	2021	2022	2021/20	2022/21
Exportations	10 515	11 162	14 082	6.2%	26.2%
Importations	14 021	14 231	18 386	1.5%	29.2
Déficit commercial	3 506	3 069	4 304		
Taux de couverture	75.0%	78.4%	76.6%		

L'augmentation observée au niveau des exportations (+26,2%) au premier trimestre 2022 concerne plusieurs secteurs dont en particulier le secteur de l'énergie de (+137,6%), celui des mines, phosphates et dérivés de (+152,2%), celui des textiles, habillement et cuirs de (+20,9%), celui des industries mécaniques et électriques de (+13,3%) et celui des industries agro-alimentaires de (+19,7%).

Accroissement (en %)	trois mois 2021	neuf mois 2022
Industrie agro-alimentaire	-3.5	19.7
Textile habillement et cuir	6.5	20.9
Industrie mécanique et électrique	13.7	13.3
Phosphate et dérivés	-18.3	152.2
Energie	-15.3	137.6

L'augmentation des importations (+29,2%) provient de la hausse enregistrée au niveau des importations de l'énergie (+ 87.2%), des matières premières et demi-produits (+ 36,7%), des biens de consommation (+ 12,8%) et des biens d'équipement (+9,5%).

Le commerce extérieur par pays révèle les mêmes tendances que celles relevées par le passé. Le déficit de la balance commerciale demeure expliqué en grande partie par le déficit enregistré avec certains pays, tels que la Chine (2009,6 MD), la Turquie (1356,7 MD), l'Algérie (871,6 MD) et la Russie (561,7 MD).

En revanche, le solde de la balance commerciale des biens a enregistré un excédent avec d'autres pays principalement avec la France (933,6 MD), l'Allemagne (914,5 MD) et la Libye (490,3 MD).

Le déficit de la balance commerciale de la Tunisie va se creuser davantage en valeur, étant donné que le pays importe une bonne partie de ses besoins en énergie et céréales. La hausse des cours des matières premières importées et la crise dans la région de la Mer Noire conjuguée avec une montée vertigineuse des prix des hydrocarbures seraient de nature à accentuer les pressions du côté des importations alors que les exportations subiraient l'effet de la contraction de l'activité économique mondiale.

6. La situation de la balance des paiements est soumise à des tensions liées à l'environnement international.

Compte tenu de l'aggravation du déficit commercial, le déficit courant s'est élevé à 1.161 MDT au cours des deux premiers mois de 2022 contre 878 MDT une année auparavant et ce, en dépit de la bonne tenue des revenus du travail et des recettes touristiques.

En MD	Deux mois 2021	Deux mois 2022	Evolution
Recettes touristiques	234.4	327.6	39.8 %
Revenus du travail	1060.9	1292.0	21.8 %

Le niveau des réserves de change s'est établi à 22.700 MDT ou 124 jours d'importations, le 29 mars 2022, contre 23.313 MDT ou 133 jours au terme de l'année 2021.

L'envolée des prix internationaux des produits de base et de l'énergie, la baisse des flux de touristes russes ayant généré des recettes de 800 MD en 2021, la contraction de l'activité chez les principaux partenaires commerciaux de la Tunisie et le climat d'incertitude, en l'absence de la prise de toute urgence des mesures appropriées, seraient de nature à aggraver le déficit de la balance des opérations courantes.

De même, le retard dans la conclusion du nouvel accord de financement avec la FMI, la dégradation de la notation du risque souverain de la Tunisie et la hausse des taux d'intérêt résultant du durcissement des politiques monétaires dans les pays occidentaux rendraient encore plus difficiles la mobilisation des ressources de financement requises à de bonnes conditions.

Il est à rappeler que neuf dégradations du rating décerné à l'économie tunisienne ont été enregistrées entre 2011 et mars 2022, entraînant le passage du grade d'investissement à faible risque au grade de non-investissement très spéculatif à risque extrêmement sérieux, renchérissant d'autant les coûts du recours au marché financier international.

7. Le budget de l'Etat continue à être soumis à de fortes pressions

Pour l'année 2021 la loi des finances a prévu un redressement qui devait permettre de ramener le déficit budgétaire, en proportion du PIB, de 9.6% en 2020 à 6.6% en 2021 et de contenir le recours aux emprunts dans les limites de 18.5 Milliards de dinars.

Toutefois, compte tenu du renchérissement des produits énergétiques durant le dernier trimestre 2021 il est attendu une augmentation des dépenses pour l'ensemble de l'année. Elle concernera notamment les dépenses d'intervention (+3476 MD). De la sorte et malgré l'évolution plus, favorable que prévue, des ressources propres de l'Etat, l'exécution du budget de l'Etat dégagera un gap additionnel de 2470 MD représentant environ 2.7% du PIB selon la loi des finances complémentaire. Le déficit budgétaire est estimé à 8.3 % du PIB (LFC), et les ressources d'emprunts ont été révisées à 20.3 Milliards de dinars.

Pour l'année 2022, le budget se base sur un redressement de la situation permettant de ramener le déficit budgétaire à 6.7 % du PIB et de limiter les besoins en emprunts à 20.0 Milliards de dinars et la dette publique à 82.6% du PIB.

En % du PIB	2019	2020	2021	2022
Déficit budgétaire	3.4	9.6	8.3	6.7
Dette publique	73.2	79.4	85.6	82.6

Pour le premier trimestre 2022 les données disponibles se limitent aux résultats de l'exécution du Budget de l'état pour le mois de janvier qui sont donc très préliminaires et peu significatives pour évaluer l'exécution du Budget de l'Etat au courant du premier trimestre.

Toutefois le fait saillant de ce début de l'année 2022 est la crise russo-ukrainienne qui aura inévitablement des répercussions négatives au niveau financier outre les effets commerciaux et économiques

Plus particulièrement la hausse des prix du pétrole avec le Brent qui culmine à plus de 110 dollars aura des répercussions sur le Budget de l'État et sur l'enveloppe globale allouée à la subvention, et ce, malgré l'augmentation des prix de vente des carburants à la pompe décidée par le Gouvernement tunisien et celles qui vont suivre prochainement. Etant rappelé que le budget de l'Etat se base sur un prix moyen de 75 \$ par baril et que toute augmentation d'un dollar par baril se traduira par un gap additionnel de 137 MD.

Ainsi sur la base d'un prix moyen du baril de 100 dollars pour l'année 2022, des charges financières additionnelles au niveau du budget estimées à 3500 millions de dinars seront enregistrées.

Pour la caisse générale de compensations, la hausse des prix des produits céréaliers (le cours du blé tendre a bondi à 345 euros la tonne et à 400 euros la tonne pour le blé dur, sachant que les prix à terme sont plus élevés laissant prévoir une augmentation continue des prix à court terme ce qui se traduira par des charges additionnelles estimées à 1,3 milliard de dinars, à comparer à la charge initialement prévue au Budget de l'Etat de 2,2 milliards de dinars pour la compensation des produits de première nécessité.

Ceci pose le problème, encore une fois de la nécessaire révision du mécanisme d'intervention de la caisse générale de compensation en remplaçant le système de subventions généralisées, source de distorsion des prix par un système de subventions directes en faveur de catégories sociales ciblées.

Des incertitudes pèsent enfin sur la mobilisation des emprunts nécessaires au financement du budget de l'Etat en raison notamment du retard dans la conclusion du nouvel accord de financement avec le FMI, de la poursuite de la dégradation de la notation du risque souverain de la Tunisie par les agences de rating et de l'augmentation des taux d'intérêt le tout conjugué avec l'augmentation des besoins de financement d'environ 4.8 milliards de dinars, soit 2.5% du PIB, en l'absence de mesures au niveau de l'ajustement des prix des produits subventionnés.

8. Le secteur monétaire et financier, continue à être soumis à de fortes pressions

Les indicateurs monétaires, relatifs au 19 mai 2022, sont marqués par le niveau de l'activité, d'une part, et les tensions inflationniste et budgétaire d'autre part.

Ainsi les besoins en liquidités bancaires enregistrent une hausse du refinancement de la BCT de l'ordre de 14.7% et les billets et monnaie en circulation progressent de 6.5%.

Les créances sur l'Etat sont marquées par une hausse de 5.8% au niveau de l'encours des bons de trésor- à court termes et assimilables- qui s'élève à 20.2 milliards de dinars au 19 mai 2022 contre près 19.1 milliards une année auparavant.

MD	Billets	Refinancement	Bons de trésor	Devises	Change €/DT
19/5/2021	16 337	8 677	19 111	21 011	3.3276
19/5/2022	17 403	9 956	20.226	23 396	3.2239
Evolution en %	6.5	14.7	5.8	13.8	-3.1

D'importantes pressions sont attendues pour les prochains mois au niveau du Budget de l'Etat compte tenu des contraintes additionnelles attendues suite à la hausse des prix du pétrole et du blé, engendrant d'importants besoins en emprunts ; les montants programmés, de l'ordre de 20 milliards de dinars seront révisés à la hausse (aux alentours de 25 Milliards de dinars) ce qui aurait des répercussions sur le système monétaire et financier.

Conclusion

En définitive, la Tunisie vit des moments très difficiles, avec un niveau élevé du chômage, un investissement déprimé qui rend difficile une reprise de la croissance permettant de retrouver le niveau du PIB d'avant la crise du Covid 19 qui est déjà faible, des pressions continues au niveau du budget de l'Etat, des tensions inflationnistes et l'explosion de la dette ce qui limite considérablement la marge de Manoeuvre pour toute intervention pour relancer la croissance.

La Tunisie passe par une crise multidimensionnelle : politique, économique et financière, sanitaire et La plus grande priorité est la stimulation de l'investissement, principal moteur de la croissance. Ceci requiert avant tout le rétablissement de la confiance, aux niveaux national et international, l'amélioration de la visibilité et l'anticipation, et ce grâce à la mise en œuvre de grandes réformes et des restructurations susceptibles de corriger les distorsions et libérer les énergies pour favoriser une relance sur des bases durables et inclusives.

Au niveau social, il importe de réduire les appréhensions moyennant des programmes d'accompagnement sous forme notamment de mise en place de filets sociaux pour ceux qui perdent à court terme leur emploi ainsi que de renforcement des programmes de soutien en faveur des familles nécessiteuses.

Compte tenu du contexte politique et social actuel, il est primordial d'engager un dialogue national sur les grandes réformes et les restructurations et leur calendrier de réalisation afin réunir les conditions de mise en œuvre et de succès. Le dialogue national devra être général couvrant tous les domaines : politique, économique et social.

Mots clés : conjoncture économique Tunisie, bulletin conjoncture économique du 1er trimestre 2022 Tunisie, Forum Ibn Khaldoun